



Améliorer sa compétitivité, accroître son marché : comment trouver les bons partenaires en Méditerranée ?

Interviennent lors de cette séance :

- *Shayden BEYDOUN, Chef de projet EDILE à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban ;*
- *Ahmed ERNEZ, Président Directeur Général de Biome Solar Industry, société de fabrication et d'installation de chauffe-eau solaires (Tunisie) ;*
- *Enzo-Sami HELOU, Directeur développement des entreprises à la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) ;*
- *Emmanuel NOUTARY, Délégué général ANIMA Investment Network.*

Atelier animé par Badr BIEDE, Chargé de l'investissement inclusif ANIMA Investment Network

Badr BIEDE explique que cet atelier vise à croiser les expériences des entrepreneurs, des institutions de soutien aux entreprises et des acteurs financiers afin de mettre en lumière les dynamiques sectorielles et les opportunités d'affaires au sud de la Méditerranée. Il permet également l'identification de réseaux et de partenaires de confiance pour les entreprises françaises désireuses de se développer sur ces marchés, aux portes de l'Europe.

I. Les dynamiques d'investissement en région méditerranée vues par ANIMA

Emmanuel NOUTARY explique qu'ANIMA est un réseau d'agences de développement économiques et de promotion de l'investissement, qui réunit également des fédérations patronales, des associations d'entrepreneurs. L'objectif est de fédérer les forces économiques qui veulent contribuer au développement économique du Sud de la Méditerranée. 22 pays sont représentés, principalement d'Europe du Sud, d'Europe de l'Ouest et du pourtour de la Méditerranée, sauf la Libye.

Les actions d'ANIMA concernent la promotion des marchés méditerranéens, l'accompagnement des entreprises vers ces marchés, l'intelligence économique. ANIMA propose également une plateforme de coopération entre ses membres, afin de porter des projets conjoints. Elle se focalise particulièrement sur les entreprises de croissance innovantes, les start-ups dont les logiques de management diffèrent des entreprises familiales traditionnelles.

ANIMA a monté en 2003 un Observatoire qui analyse tous les projets d'investissement afin de bien connaître les dynamiques sectorielles et industrielles dans ces secteurs et les entreprises étrangères qui évoluent sur les marchés méditerranéens. A ce jour, près de 10 000 projets d'investissement ont ainsi été recensés. Les entreprises étrangères privilégient parfois les partenariats avec des sociétés locales, afin de viser les marchés émergents à l'export. Il s'agit donc d'un nouveau mode d'accès aux marchés, qui diffère de l'investissement classique.

Emmanuel NOUTARY présente la courbe des investissements étrangers dans les onze pays européens. Le niveau des investissements actuels est à peu près le même qu'il y a dix ans, ce qui constitue un constat décevant. Au milieu des années 2000, les pays du Sud de la Méditerranée ont effectué énormément de privatisations, beaucoup de réformes, attirant des investisseurs dans certains secteurs. Dans cette période post 11 septembre 2001, les investisseurs arabes se montraient également réticent à investir dans le monde occidental, notamment aux Etats-Unis, ce qui a redirigé certains investissements vers la zone méditerranéenne. Par ailleurs, le cours du baril de pétrole était très élevé, ce qui générait des liquidités pour les pays du Golfe. Ajoutés à la libéralisation des marchés, ces phénomènes ont généré une explosion des montants d'investissements entre 2005 et 2007. Depuis, les investissements étrangers dans cette zone se sont stabilisés autour de 30 milliards d'euros par an. En dépit de mouvements politiques dans certains pays et d'une situation sécuritaire volatile, une certaine résilience est constatée : les montants des investissements se stabilisent autour de 25 à 30 milliards d'euros, ce qui illustre l'attractivité de fond de ces pays. Les marchés continuent de croître, avec un taux de croissance entre 3 et 5 % pour l'ensemble des pays de la Méditerranée.

La performance des pays à attirer des investissements étrangers peut être évaluée en corrélant les montants investis au Produit intérieur brut. Israël attire beaucoup d'investisseurs, notamment américains, principalement dans le secteur des technologies. Le Liban, qui attire peu d'investissements en valeur absolue, atteint pourtant trois fois la performance des pays européens par rapport à son PIB. De même, le Maroc et la Tunisie se positionnent mieux que les pays de l'Union européenne. Certains pays s'avèrent moins performants, notamment la Palestine et l'Algérie, en raison notamment de la réglementation contraignante.

50 % des investissements étrangers se positionnent autour de cinq secteurs :

- les énergies conventionnelles ;
- la banque assurance ;
- les Telecom Internet ;
- le BTP, l'immobilier ;
- les cimenteries.

Il ne s'agit pas réellement de secteurs industriels ou productifs mais plutôt de secteurs d'investissement, de rentes. Ces secteurs ne sont pas les plus intéressants au regard des investissements. En revanche, d'autres secteurs tels que les services de santé, l'éducation constituent à la fois des secteurs d'innovation et des secteurs porteurs de valeurs et créateurs d'emploi. L'automobile, l'agroalimentaire, les équipements électriques, l'ingénierie, présentent un potentiel intéressant, d'autant qu'ils permettent d'offrir des emplois à des jeunes diplômés. La part de ces secteurs à valeur ajoutée augmente d'année en année.

La plupart des grands opérateurs mondiaux sont présents dans cette région. Les européens sont les premiers investisseurs en nombre de projets mais ils sont dépassés par les Pays du Golfe au niveau des montants. Ces petits projets correspondent principalement à des projets de PME, qui engendrent un effet d'entraînement sur l'emploi deux fois supérieur. Si les investissements intra-méditerranéens sont très faibles (5 % des investissements), ils concernent des projets créateurs d'emploi. Ainsi, un investissement d'un million d'euros émanant de l'Europe générera environ quatre emplois contre sept emplois pour un investissement méditerranéen. Les investisseurs européens se positionnent prioritairement sur les secteurs à valeur ajoutée pour les territoires méditerranéens.

II. Investir au Liban

Shayden BEYDOUN indique que la population du Liban se compose de 4,5 millions d'habitants (hors réfugiés). La population active représente 1,7 million de personnes et le taux de chômage s'élève à 13 %. Le taux d'alphabétisation, quant à lui, se monte à 93 % chez les hommes et 86 % chez les femmes. Le revenu du Liban se situe dans la moyenne haute des revenus mondiaux. Le taux d'inflation du pays s'élève à 1,9 %. En 2014, le PIB était de 44,73 milliards de dollars. Le secteur tertiaire est majoritairement représenté dans l'économie du pays.

Les importateurs les plus contributeurs pour le Liban sont la Chine et l'Italie. Le pays exportateur le plus important pour le Liban est l'Arabie Saoudite. Les bijoux et les produits alimentaires sont les principaux produits exportés, tandis que les produits minéraux sont les plus importés.

Par ailleurs, il convient de noter que le climat d'investissement au Liban est porteur. La flexibilité des restrictions légales concernant les entrées et les sorties des entreprises dans le pays ainsi que la prévalence de la libre concurrence reflètent la politique ouverte du pays en matière d'investissements. De plus, la taxe d'Etat de 15 % est l'une des taxes les plus basses au monde. Cela contribue fortement à l'attractivité du pays pour les investissements. Enfin, le secteur bancaire est fortement liquide et protège les fonds d'investissement au travers de la loi libanaise sur le secret bancaire. Les institutions financières sont considérées comme faisant partie des plus solides dans le monde.

Les investissements étrangers ont augmenté en 2014 pour atteindre 3,1 milliards de dollars. Le taux de croissance du PIB, quant à lui, a augmenté de 2 %. Tandis que la plupart des pays du Moyen-Orient ont vu leurs flux d'IDE diminuer, le Liban a enregistré une hausse de cet indicateur en 2014. La majorité des IDE provient des pays européens.

Enfin, la Chambre de Commerce joue un rôle important dans le soutien aux entreprises libanaises. Cette institution fournit un large panel de services aux entreprises, notamment des formations, des arbitrages et des médiations. Elle accompagne également les investisseurs étrangers dans le cadre de leur installation au Liban, notamment au travers du SMI Support Center.

III. Les besoins en investissement : le témoignage de Biome Solar Industry

Ahmed ERNEZ explique que Biome Solar Industry, entreprise de fabrication de chauffe-eau solaires, a été créé en juin 2006, pour une mise en production en octobre 2007. Elle a bénéficié d'un mécanisme de financement tunisien très innovant permettant aux clients d'installer des chauffe-eau solaires sans investissement initial. Le remboursement s'effectue sur cinq ans, à partir de la facture d'électricité. Le nombre de mètres carrés de capteurs solaires a crû considérablement, passant de 7 000 mètres carrés en 2005 à plus de 100 000 mètres carrés. Biome Solar Industry, qui a démarré son activité avec sept personnes, compte aujourd'hui 120 salariés, des agences dans plusieurs villes tunisiennes et une deuxième

unité de production pour l'émaillage des cuves, celle-ci ayant requis un investissement de 1,5 million d'euros.

Les chauffe-eau produits par Biome Solar Industry sont désormais distribués sur toute la Tunisie. L'entreprise a signé, pour la période 2015/2017, 172 contrats avec des installateurs. Chaque installateur disposant de deux ouvriers en moyenne, l'activité génère donc environ 600 emplois indirects. Il y a un an et demi, Biome Solar Industry a également créé un centre de formation intégré à l'usine dans le cadre d'un partenariat public-privé. Ce centre de formation a pour objectif de former les installateurs de la Tunisie mais aussi de la zone MENA et de l'Afrique.

Une filiale a également été créée en France, essentiellement pour distribuer les DOM-TOM. Elle a réalisé 1,3 million d'euros en 2015. Certains capteurs seront fabriqués directement à La Réunion, ce qui engendrera des créations d'emplois sur ce territoire, six dans un premier temps.

Biome Solar Industry a cherché à formaliser sa démarche RSE et à communiquer sur celle-ci auprès de ses salariés, partenaires de l'entreprise. Le sentiment d'appartenance contribue à favoriser la durabilité de l'entreprise.

Ahmed ERNEZ explique que les moyens financiers de Biome Solar Industry ne lui permettent pas de financer directement des investissements majeurs tels que l'unité de production dédiée à l'émaillage. L'entreprise a besoin à la fois d'un développement industriel, requérant plus d'1,2 million d'euros en 2016 et en 2017 et d'ouvrir son capital.

IV. La BERD au service des entreprises

Enzo-Sami HELOU présente la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Créée en 1991, suite à la chute du Mur de Berlin, la BERD avait pour mission d'aider les pays de l'ex-Union Soviétique à parvenir à mettre en place une économie de marché. Détenue par 65 pays, en tête desquels les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne et l'Italie, la BERD intervient dans 36 pays. Le capital de la Banque s'établit à environ 30 milliards d'euros. Elle investit annuellement environ 9 à 10 milliards d'euros annuels sur 400 projets.

La BERD investit dans tous les secteurs d'activité à part le militaire et l'alcool. Les principales filières sont la finance, par l'allocation de lignes de crédit aux banques locales, les activités de la chaîne alimentaire et des services ainsi que l'énergie. La BERD est le premier investisseur dans tous les pays où elle opère. Les prêts sont consentis sur le long terme, parfois sur dix ans, voire plus, avec des taux variables, en monnaie locale, en euros, en dollars ou en livres sterling. La BERD investit en crédit direct ou indirect, participant au capital de l'entreprise. Les représentants des 64 pays se réunissent une fois par semaine à la BERD, à Londres, pour voter les projets. Ces derniers doivent répondre à des critères de transition, d'impact énergétique, d'impact professionnel.

Au niveau du monde arabe, la BERD contribue à soutenir les petites et moyennes entreprises, appuie le secteur privé et favorise les partenariats publics-privés.

La BERD n'est pas uniquement un partenaire financier. Elle offre également des services aux petites et moyennes entreprises, avec des programmes tels que le Small Business Support. Ce programme contribue à l'amélioration du service de production, à la professionnalisation de l'industrie, à la transformation de la gérance de l'entreprise ainsi qu'à l'ouverture aux marchés locaux et internationaux. En 2014, 18 000 projets ont ainsi été accompagnés par 6 000 consultants. La BERD a contribué à la création de 9 500 emplois. Ce service est destiné à toutes les entreprises.

Depuis une dizaine d'années, l'efficacité énergétique est devenue un critère important pour l'obtention de financements de la BERD. L'énergie verte englobe beaucoup de volets tels que l'efficacité énergétique, l'adaptation au changement climatique